ELECTIONS LEGISLATIVES — SCRUTINS DES 5 ET 12 MARS 1967

ıroisième Circonscription de la Haute-Garonne
TOULOUSE-SUD

PARTI SOCIALISTE UNIFIE (PSU)



Alexandre MONTARIOL

Depuis 9 ans le gaullisme cherche à déshabituer les Français de s'occuper de leurs propres affaires. Mais le ballottage lors de l'élection présidentielle a marqué le réveil de l'opinion publique et les présentes élections diront que le pays veut sortir du régime de tutelle car la réalité dément trop l'optimisme des discours ministériels.

Réalité ! La difficulté pour les jeunes de trouver un emploi, le chômage croissant et voulu, la menace qui pèse sur les entreprises nationalisées de notre région, la réduction de l'activité et des rémunérations dans le secteur privé.

Réalité ! L'impossibilité de trouver un logement à loyer abordable.

Réalité ! L'échec de la politique de conversion de l'Agriculture qui s'effectue dans le désarroi des exploitants abandonnant leurs terres au capitalisme agraire ou passant sous la sujetion des trusts d'aliments du bétail et des conserves.

Mais réalité aussi la prospérité insolente des grandes affaires : industries équipant la force de frappe, établissements financiers spéculant dans la construction.

Il était évident qu'un régime, installé et mis en place par le grand capital, ne toucherait pas aux privilèges de celui-ci et serait par conséquent incapable d'orienter l'économie nationale vers le progrès et de redistribuer équitablement le revenu national.

Il faut donc, non seulement confier la gestion du pays à d'autres hommes, mais surtout changer de doctrine gouvernementale. Cela signifie que la gauche, si elle veut tenir ses promesses, doit s'attaquer au régime capitaliste lui-même et engager le processus qui doit conduire notre pays vers une économie de type socialiste.

Il faut choisir les objectifs, les classer par ordre d'urgence, dire dans quels délais on peut les atteindre et avec quels moyens : économiques et politiques, c'est-à-dire institutionnels.

Le premier de ces moyens est la conviction rendue à la majorité populaire qu'une politique socialiste est possible, ce qui entraînera la mobilisation indispensable des volontés.

Le deuxième est que la politique définie par la gauche ne sera pas trahie par la gauche elle-même, ce qui implique un contrat public entre toutes les organisations de gauche, sous forme d'un programme élaboré et à réaliser en commun.

T.S.V.P.

Le troisième est le contrôle de l'exécution de ce programme par les citoyens et les travailleurs eux-mêmes et la possibilité qu'ils auront de sanctionner les défaillances par la dissolution de l'Assemblée Nationale et de nouvelles élections en cas de désaccord entre le gouvernement et la majorité de gauche qui l'aura désignée.

Quels sont les objectifs prioritaires du combat de la gauche?

— Supprimer les gaspillages de la politique d'armement, les super-bénéfices des monopoles de fait,

— Relever immédiatement le S.M.I.G. et les retraites,

— Rendre, par des mesures de nationalisation et de contrôle, le pouvoir démocratique maître du crédit et de l'épargne publique et privée afin de consacrer aux investissements indispensables les ressources nécessaires pour assurer le plein emploi et l'accroissement du revenu national,

Pour quoi faire?

— Pour faire face aux besoins en équipements sociaux (enseignement, santé, culture...), pour alléger la durée de la journée, de l'année de travail, abaisser l'âge de la retraite.

— Pour aider l'**Agriculture** à effectuer sa conversion en interdisant au Capitalisme de récupérer les terres abandonnées par les exploitants et pour cela démocratiser la gestion des S.A.F.E.R. et les doter des crédits leur permettant de constituer le patrimoine foncier géré désormais par la communauté des agriculteurs; remettre également la gestion du secteur industriel de transformation des produits de la terre à la coopération.

Mais cette impulsion à donner à l'économie et cette répartition équitable du revenu national ne s'effectueront que si une part du pouvoir aujourd'hui détenu par le gouvernement central est remise à des institutions économiques et politiques régionales. Celles-ci seront élues démocratiquement et composées à l'image des catégories socio-professionnelles; elles seront dotées d'un budget autonome et désigneront un exécutif responsable.

Mais il ne peut être conçu de politique de progrès dans notre pays si des menaces planent toujours sur la paix mondiale. A ce propos nous affirmons que la paix aujourd'hui est menacée par l'impérialisme américain et nous renouvelons notre résolution de nous opposer à la réintégration de la France dans l'O.T.A.N., ainsi que notre solidarité avec le peuple vietnamien qui défend la Liberté contre les U.S.A. Nous proclamons notre volonté de promouvoir une politique de compréhension et de solidarité avec le tiers-monde.

Nous regrettons que les organisations de gauche n'aient accepté ni d'élaborer un programme commun ni de présenter un seul candidat par circonscription comme nous le leur proposions, mais, considérant que la gauche c'est un certain nombre de principes que les masses profondes du peuple n'ont pas oubliés et une volonté d'unité et de sérieux, nous avons signé avec les directions nationales du Parti Communiste et de la F.G.D.S. les accords qui doivent, au second tour, assurer le regroupement de toutes les voix de gauche sur le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour.

En conclusion, nous vous dirons simplement qu'il importe que si telle est aussi votre conception de la politique, vous le manifestiez en renforçant la position de ceux qui l'ont définie et qui de **Pierre Mendès-France** aux signataires de ces lignes se proposent pour la faire accepter et appliquer

Vu le candidat :

Alexandre MONTARIOL

Instituteur

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Elisabeth FREY

Ouvrière métallurgiste

Imp. REISE Toulouse